

Chine : la nouvelle révolution culturelle

Plus que les mots, les faits témoignent de l'orientation autoritaire prise par le gouvernement chinois. Xi Jinping est bien décidé à siniser la Chine et à intégrer les marges chinoises dans la culture Han. C'est le cas au Tibet et au Xinjiang, où des populations Han sont transportées pour noyer les populations d'origine dans l'abondance démographique Han et ainsi prendre le contrôle de ces régions. C'est le cas aussi avec le christianisme, qui fait l'objet d'attaques de plus en plus répétées de la part du gouvernement. Attaques des églises, des fidèles, de la liberté religieuse, témoignent d'un recul des libertés fondamentales : libertés de culte et de pensée. Cette restriction des libertés avait été annoncée par Xi Jinping lors de son discours au congrès du PCC en octobre 2017. Les faits démontrent que la volonté de sinisation du christianisme, c'est-à-dire d'inclusion de cette foi dans la pensée communiste, est en cours, et ce en dépit des négociations avec le Saint-Siège pour aboutir à un accord entre les deux pays.

Destruction des églises et camps de rééducation

À Yining, dans le Xinjiang, à 700 km à l'ouest de la capitale de la région, vit une communauté catholique très minoritaire. La croix et les deux dômes de l'église ont été détruits, la façade a été martelée pour y retirer les statues des saints. Pour les autorités, la croix représente « l'infiltration d'une religion étrangère ». D'autres destructions de ce type ont eu lieu ailleurs au Xinjiang. Le gouvernement a interdit aux chrétiens de prier, y compris chez eux, sous menace d'être arrêtés et d'être conduits en service de rééducation. Les enfants et les adolescents n'ont plus le droit d'entrer dans les églises. C'est bien une nouvelle révolution culturelle que mènent les autorités chinoises, dans le but de siniser la population. Il s'agit de développer et d'adhérer à des théories religieuses qui aient des caractéristiques chinoises. Les religions doivent être adaptées aux théories socialistes et ne pas être infiltrées par l'étranger. Certes, l'islam est visé par la sinisation, et notamment les communautés musulmanes du Xinjiang qui espèrent créer un califat autonome en Asie centrale. Mais c'est surtout le christianisme qui est en ligne de mire, et c'est pourquoi le Vatican se trompe lourdement quand il espère pouvoir signer un accord avec ce pays.

Les destructions de Yining ont eu lieu le 27 février dernier ; une semaine après la rencontre entre les autorités du Vatican et de la Chine au sujet d'un possible accord diplomatique quant à la nomination des évêques dans le pays. Accord qui est régulièrement dénoncé par le cardinal Zen, évêque émérite de Hong Kong. La sinisation religieuse que prône Xi Jinping, c'est la soumission au parti communiste chinois.

D'autres cas de persécutions religieuses ont eu lieu dans le pays, avec à chaque fois le même principe : églises détruites et fidèles persécutés. Le 20 avril dernier, c'est l'église de Hutuo (province de Henan, centre de la Chine) qui a été complètement détruite et la tombe de l'évêque de Looyang, qui n'était pas reconnu par le régime, a été profanée. Son corps a été retiré du cercueil pour être jeté dans une fosse commune. Comme ailleurs, les enfants ont été interdits d'entrer dans les églises. Enfin, le gouvernement a annoncé aux parents fonctionnaires et aux retraités que s'ils continuaient à fréquenter l'Église catholique, ils ne recevraient plus de salaires et de pensions.

Monseigneur Li Hongye (1920-2011) fut évêque de Luoyang. Il a passé plusieurs décennies en camp de rééducation et a ensuite été arrêté plus d'une douzaine de fois et mis régulièrement en prison. Il a toujours refusé de s'aligner sur le Parti communiste et il est resté fidèle à Rome. Sa tombe a été profanée par les autorités pour effacer sa mémoire et éviter qu'un culte soit rendu à ce martyr.

D'autres églises et d'autres persécutions ont lieu actuellement en Chine. En dresser la liste serait long, mais on peut retenir les principaux événements.

À Zhengzhou, lors du dimanche de Pâques, la police politique du régime est entrée dans l'église pour expulser les enfants et les jeunes de moins de 18 ans. Le gouvernement a en effet interdit aux mineurs de recevoir une éducation chrétienne et de fréquenter les églises. Chaque dimanche, des policiers politiques sont présents dans les églises pour surveiller les fidèles et arrêter les enfants qui voudraient entrer. Ceux-ci sont ensuite conduits en camp de rééducation.

Pour les autorités catholiques, ces arrestations sont des tests lancés par le gouvernement pour voir comment réagissent les autorités vaticanes. Pour l'instant, ces persécutions n'ont lieu que dans le Xinjiang et dans le centre de la Chine, là où les catholiques sont une très faible minorité. En fonction des réactions de l'étranger, les autorités pourront appliquer la même politique dans les grandes zones urbaines, là où les catholiques sont davantage présents.

La magie de Mao se poursuit

Au Vatican, nombreux sont ceux qui n'ont pas compris la nature réelle du gouvernement chinois et de son idéologie et qui font preuve d'une collaboration coupable. La palme de la flagornerie revient à l'évêque argentin Marcelo Sanchez Sorondo, chancelier des Académies pontificales des sciences et des sciences sociales. Autrement dit, quelqu'un d'important. En février dernier, de retour d'un voyage en Chine, celui-ci s'est fendu d'un discours louangeur en présentant la Chine comme un modèle, le seul pays à respecter la doctrine sociale de l'Église selon ses dires. On croirait lire les carnets de voyage des Occidentaux des années 1960 fascinés par Mao et sa révolution culturelle. Ce prélat s'est fait rapidement recadrer par de nombreux missionnaires présents en Chine qui ont rappelé la triste réalité du terrain.

Pour le cardinal Zen, un accord avec les autorités chinoises est impensable, parce que celles-ci ne veulent pas la conciliation, mais la destruction de la liberté religieuse. Il n'a de cesse de critiquer l'aveuglement, à ses yeux, de la politique vaticane à l'égard de la Chine et sa volonté de signer un accord coûte que coûte, c'est-à-dire en faisant disparaître l'Église indépendante de l'État communiste et en trahissant la foi des martyrs et des évêques qui se battent pour la liberté religieuse. Cela rappelle la fracture des années 1960-1970 sur la ligne du cardinal Casaroli, Secrétaire d'État du Saint-Siège. Celui-ci était partisan de l'ostpolitik, c'est-à-dire d'un dialogue et d'une entente avec les autorités communistes d'Europe centrale, contre l'avis de nombreux prélats de Pologne, de Hongrie et de Tchéquie. Cette politique a conduit à la destruction des églises locales et au triomphe des partis communistes sur les libertés religieuses. C'est Jean-Paul II qui a mis un terme à cette politique de l'impasse, dès 1978, en décidant d'affronter directement la dictature communiste. Le même aveuglement règne aujourd'hui chez de nombreux diplomates du Saint-Siège, servi par une vague morale socialisante qui leur fait regarder avec bienveillance le régime chinois. Pourtant, ce qui se passe en Chine est connu et diffusé. L'imminence d'un accord a toutefois été démentie en mars par les autorités vaticanes. Du reste, personne ne connaît la nature de l'accord en négociation. La volonté d'une réunification des deux églises, celle officielle et celle indépendante, ne peut pas se faire sur la destruction de l'église fidèle à Rome. Ce serait le risque d'une rupture entre les fidèles. D'autant que le gouvernement chinois n'a qu'une obsession : la sinisation du christianisme, c'est-à-dire son alignement sur les normes communistes. Il ne peut pas y avoir d'accord possible, ni même d'entente, avec un partenaire qui veut la dissolution de l'autre parti. Cela traduit une mauvaise compréhension de la nature du régime chinois et de la place de l'idéologie communiste dans la structure mentale de la Chine d'aujourd'hui. C'est aussi une preuve de la difficulté à penser l'autre et les différences culturelles.

